

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURG

Se déconnecter | Ab

ELECTIONS | LUXEMBOURG | POLITIQUE-SOCIÉTÉ | ECONOMIE | MONDE | GRANDE RÉGION | POLICE-JUSTICE | SPORT NATIONAL | SPORT INTERNATIONAL

Accueil | A la Une | Coalition DP-CSV : plaidoyer des associations pour une société inclusive

Coalition DP-CSV : plaidoyer des associations pour une société inclusive

De: Christelle Brucker Dans A la Une, Newsletter Mis à jour le 17/10/23 20:20 | Publié le 18/10/23 5:00



Quelle place pour les droits des femmes, des personnes handicapées, de la communauté queer ou des immigrés ? (Photo Adobe Stock)

Au moment où DP et CSV négocient à huis clos leur programme de coalition, plusieurs associations donnent de la voix pour qu'aucun citoyen ne soit laissé au bord de la route.

Dès les jours suivant l'annonce de la nomination de Luc Frieden comme formateur du nouveau gouvernement, les lettres ouvertes et courriers de revendications se sont mis à pleuvoir. Ainsi, le CLAE, le CID Fraen an Gender, Rosa Lëtzebuerg, Info-Handicap ou encore le Centre pour l'égalité de traitement (CET) ont tous adressé leurs doléances, dans l'espoir de voir certaines des mesures qu'ils jugent indispensables pour leur communauté se concrétiser dans les cinq ans à venir.

Le CET a réagi dès le 12 octobre, rappelant qu'un projet de proposition de loi est en cours et qu'il ne s'agirait pas de le faire tomber aux oubliettes. Incluant d'autres organes étatiques rattachés à la Chambre des députés – l'Ombudsman et l'OKaJu –, ce texte propose de modifier la loi de 2006 sur le fonctionnement du CET, avec l'objectif d'étendre ses missions et

Populaire

Récent

- [Festival de Cannes] La dernière tentative de Martin Scorsese
- [Rugby] Retour gagnant pour le XV du Luxembourg !
- [Sélection nationale] Le M-Block promet : «lundi, ce sera une ambiance de fous»
- [Le portrait] Rémy Manso : le gourmand du ballon
- [Sélection nationale] Pas de gêne axiale lundi, mais une hécatombe de suspensions en novembre?

EDITORIAL

Pluie de revendications
David Marques

[Elections législatives] Le agricole revient à la Cham

De: Geneviève Montaigu Dar Elections législatives 2023, News le 17/10/23 19:20 | Publié le 18/10/23 19:20



Luc Emering exploite une Sprinkange et fera son entrée députés, suivi par Jeff Boor certain d'en faire partie. (P lq/hervé montai

LIRE LE JOURNAL DU JOUR



compétences, et de le doter de suffisamment de moyens pour garantir sa totale indépendance politique, idéologique et religieuse.

Dans son courrier, le Centre pour l'égalité de traitement en profite pour pointer une série de problèmes qu'il rencontre régulièrement sur le terrain et qui doivent être pris en compte par les dirigeants du pays. Dans le domaine du handicap, il dénonce par exemple des «déficiences systémiques» et des «lacunes» dans la prise en charge éducative des enfants à besoins spécifiques, de graves dysfonctionnements du service Adapto ou encore le manque de protection des droits des personnes handicapées placées en institution.

Un ministère dédié à la diversité

Sur ces questions, Info-Handicap adresse pas moins de 28 pages de revendications, détaillant les priorités et besoins des personnes handicapées. Accessibilité, éducation, emploi, tutelles et curatelles, santé, culture et sports, vie affective et sexuelle, logement, mobilité : de nombreux axes figurent dans le document qui reflète «les besoins concrets de notre communauté», précise l'ASBL, porte-voix de 56 associations. Info-Handicap se dit prêt à coopérer avec les autorités pour «un programme de coalition inclusif et équitable».

Même vœu pour Rosa Lëtzebuerg qui place «l'équité, l'acceptation et l'égalité des droits» en tête de ses préoccupations. L'association de défense des droits de la communauté LGBTIQ+ se désole que rien ou presque n'ait été fait pour les personnes queers lors de cette législature. Lors de la campagne électorale, CSV et DP se sont tous deux positionnés en faveur d'un certain nombre de points chers à Rosa Lëtzebuerg : les militants attendent maintenant que les paroles se transforment en actes.

Parmi les revendications, la création d'un ministère dédié à la diversité et à la lutte contre les discriminations, la reconnaissance automatique de la filiation, parents mariés ou pas, l'ouverture au concept de mère porteuse non rémunérée ou encore la prise en charge par la CNS du coût des thérapies de reproduction assistée pour tous les parents, indépendamment de leur identité sexuelle, suscitent de fortes attentes.

Toujours dans le volet santé, la communauté queer défend le libre accès et le remboursement des soins trans-spécifiques par la CNS, sans évaluation de la santé mentale. Pour finir, l'association ne cache pas ses craintes pour la pérennité de sa Rainbow House, inaugurée en mai : elle demande donc au futur gouvernement de continuer à soutenir cet espace sûr pour tous les membres de la communauté et indispensable à la visibilité queer au Luxembourg.

Le CSV prié de tenir ses promesses

Les militantes féministes du CID Fraen an Gender se font entendre elles aussi, alors que les partis politiques ayant obtenu la meilleure note dans leur analyse des programmes électoraux ne seront pas représentés au sein du gouvernement. Elles ont adressé leurs doléances directement au formateur Luc Frieden, sous la forme d'une missive contenant une trentaine de mesures en faveur de l'égalité des genres.

À commencer par l'intégration du genre comme base de toutes les politiques à mener : seul moyen d'avoir un impact réel sur les inégalités liées au genre, estime le CID (*lire notre édition du 4 octobre*). Il rappelle le CSV à ses promesses de campagne, qui «méritent d'être incluses dans le programme gouvernemental», appelant les chrétiens-sociaux à rester fermes face au DP et à imposer les mesures annoncées, notamment en matière de lutte contre les violences.

Attaché à l'idée d'inscrire tous les résidents du Luxembourg dans un projet de société commun, le CLAE, quant à lui, demande au futur gouvernement de mener une politique transversale concernant la citoyenneté, sous l'impulsion d'un ministère dédié. Réunis en assemblée générale, les membres du comité – qui réunit plus de 200 associations issues de l'immigration – viennent d'ailleurs d'adopter une résolution en ce sens.

Celle-ci incite les nouveaux dirigeants à repenser les politiques d'immigration, à l'origine de nombreuses inégalités selon le CLAE, en encourageant le principe de solidarité européenne en matière d'asile et en introduisant une voie légale de régularisation pour les personnes en situation irrégulière. Et pour permettre à chacun de prendre enfin sa place dans l'espace public, le CLAE réclame une nouvelle fois l'octroi du droit de vote aux élections nationales à tous les résidents.

Newsletter du Quotidien

Inscrivez-vous à notre newsletter et recevez tous les jours notre sélection de l'actualité.

E-mail

Je m'inscris

J'autorise la société Lumedica, éditrice du média Le Quotidien, à me contacter à des fins marketing

En cliquant sur "Je m'inscris" vous acceptez de recevoir les newsletters du Quotidien ainsi que les [conditions d'utilisation](#) et la [politique de protection des données personnelles conformément au RGPD](#).

UN COMMENTAIRE

Gerldam

18/10/2023 à 08:47

La notion même de « société inclusive » est une invention fumeuse de wokistes à qui il manque une ou plusieurs cases.

Répondre

PUBLIER UN COMMENTAIRE

Nom *

Email *

Votre adresse email ne sera pas publiée. Vos données sont recueillies conformément à la législation en vigueur sur la Protection des données personnelles. Pour en savoir sur notre politique de protection des données personnelles, cliquez-ici.

Enregistrer mon nom et mon e-mail dans le navigateur pour mon prochain commentaire.

Publier

« Précédent :
[Sélection nationale] Luc Holtz : «Mon
contrat ? On va voir»

Suivant :
Halloween à Esch : une journée
épouvantable ! »



ARTICLES RECOMMANDÉS



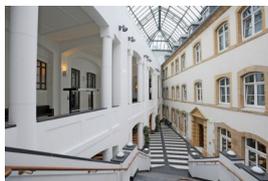
[Elections législatives] Le secteur agricole revient à la Chambre

🕒 18/10/2023



Le Luxembourg ne lève pas son niveau d'alerte attentat

🕒 18/10/2023



Affaire Lunghi : «La machine RTL était lancée»

🕒 18/10/2023

PAGES



[À propos de nous](#)

[Conditions générales d'utilisation et de vente](#)

[Contact](#)

[FAQ](#)

[Informations obligatoires](#)

[Newsletter](#)

[Protection des données](#)

EDITPRESS

[Editpress](#)

[Tageblatt](#)

[Revue](#)

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN

[Le Républicain Lorrain](#)

